



# Le projet de loi sur le travail reporté pour l'améliorer

**VALLS.** « Il faut lever un certain nombre d'incompréhensions. »

PAGES FRANCE



lamontagne.fr

# LA MONTAGNE

CentreFrance

BRIVE

MARDI 1ER MARS 2016 - 1,10 €

## ■ CORRÈZE

### Session de la Chambre d'Agriculture sur fond de grève

PAGE 7

## ■ BASSIN DE BRIVE

### Les orientations financières de l'Agglo pour 2016

PAGE 10

## ■ CORRÈZE

### L'Ehpad de Lubersac ne veut pas fusionner avec le Glandier

PAGE 8



## ■ BRIVE

### Jules Marie s'impose en finale du tournoi de tennis de la Ville

PAGES SPORTS

# Des femmes en péril dans la « jungle »



■ CALAIS. Le Briviste Claude Rosenthal, président de Gynécologie sans frontières, raconte la mission de l'ONG auprès de femmes vivant dans les camps de Calais.

■ MIGRANTS. Violences sexuelles, grossesses indésirées, prostitution... En plus de conditions de vie effroyables, « les femmes paient le prix fort ». PHOTO DR

PAGE FRANCE

## ■ PROPOS D'UN MONTAGNARD

**Chair à pâté.** Selon son improbable leader Kim Jong-un - dictateur au visage poupin qui dirige son pays d'une main de fer -, la Corée du Nord a développé une arme anti-char « si puissante » que les engins les plus lourdement blindés n'y résistent pas plus qu'une « citrouille bouillie » (dixit l'agence officielle KCNA). Aussi fermé qu'obsolète, le régime communiste de Pyongyang compte quelque 1,2 million de militaires d'active sur 25 millions d'habitants, soit deux fois plus de soldats que la Corée du Sud pour une population deux fois moins nombreuse. Quant à cette fameuse arme révolutionnaire, la question est toujours la même : info... ou intox ?

**Villa St-JOSEPH**  
RESIDENCE SENIORS

avec Services à la Carte

**LIVRAISON AVRIL 2016**

Profitez DES CONDITIONS SPECIALES LIVRAISON\* SUR LES DERNIERES OPPORTUNITES !

# RÉSIDENCE SENIORS

POSSIBILITE LOI PINEL DÉFISCALISEZ DÈS 2016

**LEPOINT IMMOBILIER**  
PROMOTION

**RENSEIGNEMENTS**  
29, bd Koenig - 19100 Brive  
www.lepointimmobilier.fr

**05 55 17 99 82**

\* A découvrir en Agence. Illustration non contractuelle

M 0782 1.10  
ISSN 1282-9226  
1/03/16  
Brive

# France & Monde → Actualités

**MIGRANTS** ■ Claude Rosenthal, président de Gynécologie sans frontières, évoque la mission de l'ONG à Calais

## « Ces femmes paient le prix fort »

Des gynécologues et des sages-femmes assurent des missions auprès des femmes vivant dans les camps de Calais. Le président de Gynécologie sans frontière, le Briviste Claude Rosenthal, évoque une mission délicate auprès des réfugiés vivant dans des conditions effroyables.

Émilie Auffret  
emilie.auffret@centrefrance.com

Claude Rosenthal, président de Gynécologie sans frontières, a arpenté les camps de réfugiés du monde entier pour venir en aide aux femmes. Aujourd'hui, l'ONG intervient en France, dans une mission très délicate à Calais et à Grande-Synthe.



« C'est pire que sur une zone de guerre et c'est en France »

CLAUDE ROSENTHAL

■ **Pourquoi Gynécologie sans frontières intervient-elle dans ces camps ?** Un jour, nous avons reçu un coup de téléphone d'Alexandra Duthé, une sage-femme. Et elle nous a dit : « Ce qui se passe à Calais est affreux. » Alors, j'y suis monté avec Richard Mathis, médecin référent de cette mission.

■ **Quelle situation avez-vous trouvée ?** Deux sages-femmes nous font visiter les deux « jungles » : celle de Calais et celle de Grande-Synthe. Et là, on découvre l'horreur. J'ai déjà passé plusieurs semaines en Jordanie dans un camp de réfugiés syriens. Je pensais avoir vu des choses difficiles, près de la guerre. Mais Calais, c'est épouvantable à côté. Nous avons constaté qu'il y a peu de femmes, environ 300, mais qu'elles sont parquées. Pratiquement toutes celles que nous avons rencontrées ont une histoire de violences. Ces femmes paient le prix fort. Non



**SUR PLACE.** Gynécologues et sages-femmes assurent des missions de quinze jours auprès des femmes dans les camps.

seulement, elles ont fait le voyage jusque-là mais au cours du trajet, elles ont subi la pression des passeurs, la promiscuité... Et pour survivre, un certain nombre ont compris qu'elles n'avaient que la prostitution. Des réseaux se sont même tissés dans les camps. Alexandra Duthé nous a alertés sur le fait qu'il fallait faire des interruptions de grossesses car des viols ont entraîné des grossesses indésirées. On a constaté cette détresse féminine en plus

de conditions d'hygiène déplorables. Très peu de toilettes et souvent bouchés. Pas de douches...

■ **Pourquoi cette mission est-elle délicate ?** Notamment car nous n'étions pas forcément les bienvenus au départ. On nous prenait volontiers pour les forces de l'ordre. Il a fallu faire des maraudes pendant plusieurs semaines pour expliquer ce que l'on faisait, qui on était. Il a fallu trouver des traducteurs. Dans ce bidonville, on parle plus de dix lan-

gues différentes. Bien sûr, on ne pratique pas d'accouchement sur place. On réalise des consultations dans une caravane que l'on nous prête ou dans notre petit camion. On fournit des médicaments, on réalise des échographies... Notre grand rôle, c'est d'aller voir ce qu'elles ont et les conduire dans les hôpitaux car elles n'iront pas d'elles-mêmes. Aujourd'hui, les femmes font la queue pour nos consultations.

■ **Quelles pathologies rencontrez-vous ?** Ce n'en est pas une, mais aujourd'hui, on suit quarante femmes enceintes qui vivent dans ces camps. Et la problématique, c'est que même enceintes de huit ou neuf mois, elles veulent aller en Angleterre. La nuit, des femmes enceintes de huit mois essaient de sauter dans les camions ou d'aller dans le tunnel. Elles feraient n'importe quoi. Calais n'est pas une finalité pour ces réfugiés, c'est le cul-de-sac dans lequel ils sont tombés. Et dans une tente plantée dans la boue, toutes les pathologies féminines sont décuplées. ■

### → LES « JUNGLES »

#### La guerre des chiffres

Selon Claude Rosenthal, il n'existe pas une seule « jungle » de Calais mais au moins cinq à quelques kilomètres les unes des autres. « Les associations qui y travaillent sont en désaccord sur le nombre de réfugiés qu'elles abritent. Elles en recensent plus de 3.400 alors que les autorités en comptent à peine un millier », indique le président de Gynécologie sans frontières depuis 2014. Dans ces camps, vivent assez peu de femmes mais près de 300 enfants isolés. « La majorité sont des hommes plutôt jeunes. Dans les camps, les associations ont participé à la construction d'une petite société avec une école, une église, une mosquée, un théâtre... Et les réfugiés ne veulent pas que l'on détruise le peu qu'ils ont construit. »

Émilie Auffret

**JUNGLE DE CALAIS** ■ Des heurts se sont produits hier

## Évacuation mouvementée

Quatre jours à peine après une décision de justice validant l'évacuation d'une partie de la « jungle » de Calais, l'État en a entamé hier le démantèlement, dans un climat tendu qui a dégénéré en heurts avec la police dans l'après-midi, sur fond de colère d'associations.

Une vingtaine de salariés d'une entreprise de travaux publics ont commencé à s'activer dès le début de la matinée dans la partie sud du bidonville, où vivent de 800 à 1.000 migrants selon la préfecture mais 3.450 selon les associations. Leur intervention s'est terminée en fin d'après-midi, pour la première journée.

De nombreux migrants ont d'abord observé à distance cette opération qui se déroulait sur une zone de 100 m sur 100 m, dûment quadrillée par les forces de l'ordre. Plus de trente véhicules de CRS et deux camions antiémeutes étaient stationnés à une entrée du camp.

Après une matinée plutôt calme, la situation s'est tendue en début d'après-midi : à la suite d'un dé-



**LA « JUNGLE ».** Dans le calme le matin, l'évacuation a été plus perturbée dans l'après-midi. AFP

part de feu de cabanes, des projectiles ont été lancés sur les CRS par des migrants et des militants de « No border » (150 personnes selon la préfecture). Les CRS ont riposté en faisant usage de gaz lacrymogène.

#### « Sous le joug »

Une vingtaine de cabanes ont été incendiées par des migrants et des militants de « No border », nécessitant l'intervention des pompiers.

En fin de journée, des heurts sporadiques ont opposé migrants et CRS.

Trois militants de « No border » et un migrant mi-

neur ont été interpellés, et cinq CRS légèrement blessés, selon la préfecture.

La préfecture a de nouveau fustigé hier des « comportements » et une « pression » sur les migrants « inacceptables » de la part des militants de « No border ». Le déploiement dissuasif des forces de l'ordre visait « à sécuriser le travail de l'entreprise » chargée du déblaiement, mais aussi à « permettre aux maraudeurs sociaux de travailler sereinement », pour « que les migrants ne soient pas sous le joug des activités de « No border » », a expliqué la préfète du Pas-de-Calais. ■

**BALKANS** ■ La Macédoine repousse les migrants

## La frontière prise d'assaut

Plusieurs centaines de migrants ont tenté, hier, de passer en force la frontière entre la Grèce et la Macédoine. Ils ont été repoussés à coups de gaz lacrymogènes.

Plus de 7.000 migrants et réfugiés restaient bloqués au poste grec d'Idomeni après des restrictions imposées par plusieurs pays dont la Macédoine sur le nombre des personnes autorisées à entrer sur leurs territoires.

Alors que, dimanche, la Macédoine n'avait laissé quasiment aucun migrant traverser, 300 Irakiens et Syriens ont finalement pu entrer en Macédoine. À la mi-journée, un autre groupe de migrants, dont des femmes et des enfants, ont forcé un cordon policier.

Selon MSF, le nombre actuel de migrants à Idomeni est quatre fois plus élevé que la capacité des deux camps installés près du poste-frontière.

La Macédoine est le premier pays sur la route des Balkans, empruntée par les migrants qui arrivent sur les îles grecques en provenance des côtes turques et veulent rejoindre les pays de l'Europe centrale et du Nord.

Après l'Autriche, premier



**FUIR.** À Idomeni, en Grèce, plusieurs centaines de réfugiés attendent l'occasion de passer de l'autre côté, en Macédoine. AFP

pays à avoir imposé des quotas, la Croatie, la Slovaquie, membres de l'UE, ainsi que la Macédoine et la Serbie ont décidé à leur tour la semaine dernière de limiter le nombre de migrants autorisés.

#### « Discours de haine »

À Genève, le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a dénoncé le « discours de haine » de certains dirigeants.

La Grèce a averti qu'entre 50.000 et 70.000 personnes risquaient d'être bloquées dans le pays en mars contre 22.000 actuellement.

La chancelière Angela Merkel a regretté la décision « unilatérale » de

l'Autriche. « Pouvez-vous sérieusement croire que les pays de (la zone) Euro ont combattu jusqu'au bout pour que la Grèce reste dans l'Euro [...] pour qu'un an plus tard, au final, on laisse pour ainsi dire la Grèce plonger dans le chaos ? », a-t-elle lancé.

Alors que les dissensions s'exacerbent au sein de l'UE, la porte-parole de la Commission européenne, a annoncé qu'« un plan d'urgence était en train d'être élaboré pour aider la Grèce » ainsi que d'autres pays de l'Europe de l'ouest « afin de prévenir une éventuelle crise humanitaire ». ■